

Entretien avec Mr. Diego Simancas Gutiérrez
Représentant Permanent Suppléant du Mexique auprès de la FAO



Plusieurs commentateurs, notamment des gouvernements, affirment que l'éradication de la faim est à la fois réalisable et financièrement abordable. En outre, elle aurait pour effet de favoriser la croissance économique en stimulant les aptitudes intellectuelles et productives des populations. Alors pourquoi, de votre point de vue, les gouvernements n'honorent-ils pas leurs engagements d'éradiquer la faim?

Au cours des dernières années, et en réponse à la crise alimentaire mondiale en particulier, les gouvernements à travers le monde se sont clairement et à plusieurs reprises engagés à éradiquer la faim et à assurer la sécurité alimentaire au niveau local.

La récente crise alimentaire a motivé le renouvellement de cet engagement. Cette crise a provoqué un débat sérieux, parmi beaucoup d'autres, qui a fait de la lutte contre la faim une question prioritaire pour beaucoup de pays.

Une telle crise a sérieusement remis en cause les modèles actuels de production alimentaire et d'intrants. L'accélération du changement climatique et le début de la récession économique ont réduit la confiance vis-à-vis des marchés dans leurs capacités à résorber au cours du prochain cycle de production alimentaire, les déséquilibres apparus antérieurement, indépendamment des interventions gouvernementales.

En d'autres termes, nous ne pouvons pas être sûrs que - dans un avenir proche - les conditions économiques et climatiques soient suffisantes pour produire assez de nourriture pour couvrir le déficit du précédent cycle. Par conséquent, la coordination de toutes les parties impliquées est maintenant plus nécessaire que jamais.

La crise alimentaire a transformé la faim en question mondiale et non plus seulement en un problème limité à quelques pays. Cette situation a provoqué une hausse des flux migratoires et des émeutes, mais aussi des problèmes de faim, de malnutrition ou d'obésité (ou d'autres problèmes liés à la faim) dans les pays développés. Néanmoins, tous les gouvernements ont finalement compris que la lutte contre la faim est un problème qui nous concerne tous.

À ce stade, nous devrions rendre hommage à M. Norman Borlaug, prix Nobel de la paix, qui a récemment disparu et dont les sages paroles résonnent plus fort que jamais: «Nous ne pouvons pas construire un monde de paix sur des estomacs vides».

On peut dire que, dans une certaine mesure, les derniers mots de M. Borlaug ont été finalement bien compris. De mon point de vue, les engagements sur la lutte contre la faim sont déjà réels et clairs.

La question n'est pas de prendre de nouveaux engagements ou de mettre à jour ceux existants. Maintenant, le défi des gouvernements est de traduire leurs engagements en actions concrètes. Ce défi n'est pas facile à relever, en raison de la complexité des divers facteurs liés à la faim : développement économique, social, éducation, santé, parmi d'autres.

La coordination entre tous les acteurs intéressés est également indispensable. Peu importe que nous soyons producteurs ou consommateurs; de nos jours, tout être humain peut être confronté à la faim et personne ne peut garantir notre sécurité alimentaire.

En outre, la lutte contre la faim est sans cesse en concurrence avec d'autres problèmes urgents tant au niveau international que national.

Avec le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, convoqué par le directeur général de la FAO, qui aura lieu mi-novembre, nous devons définir clairement le chemin à parcourir. Le thème de cette année est ancré dans l'agenda international; des engagements politiques ont déjà été pris au plus haut niveau et le processus du sommet doit avancer. Un ordre du jour solide devra être mis en application afin qu'il n'échoue pas.

Le système mondial d'alimentation devrait fonctionner d'une manière intégrée; il ne peut pas continuer de fonctionner comme le résultat de systèmes nationaux autosuffisants par lesquels les besoins alimentaires des groupes vulnérables exclus du système sont couverts par des restes ou par notre gaspillage (puisque nous sommes dans une situation de sécurité alimentaire).

Maintenir le nombre de personnes mortes de faim à un niveau acceptable et avoir bonne conscience...ceci ne marche plus. Nous avons besoin d'une nouvelle révolution verte.

Les lignes directrices tracées par le Droit à l'Alimentation proposent des moyens d'évaluer la qualité ainsi que l'efficacité des politiques nationales pour éradiquer la faim. En quoi la mise en œuvre progressive du Droit à l'Alimentation, dans un contexte national, peut-elle aider à éradiquer la faim?

La promotion du droit à la nourriture est, cruciale. Le débat consistant à décréter si la satisfaction progressive des droits de l'homme est déjà un «droit de l'homme» ou si ceux-ci constituent seulement des aspirations, est déjà obsolète. Son importance se situe dans la création d'une culture en faveur de la nourriture et de la sécurité alimentaire pour le droit à l'alimentation devienne un objectif concret et faisable pour nous tous.

Afin de sensibiliser les personnes jouissant de sécurité alimentaire, sur le droit à l'alimentation ces dernières doivent se rendre compte qu'une telle jouissance n'est pas assurée intrinsèquement: Il faut travailler inlassablement pour ne pas la perdre.

Pour les personnes situées à l'autre extrême, le plaidoyer en faveur du droit à la nourriture doit les amener à considérer qu'ils sont des acteurs actifs et non passifs; ainsi, ils pourront et devront exiger des conditions adéquates pour promouvoir et renforcer leurs propres efforts.

En d'autres termes, par la promotion de ce droit, la nourriture et la faim perdent leur déterminisme ou leur fatalisme, pour acquérir leur véritable dimension. Ces deux concepts sont portés par des êtres humains et peuvent être résolus par des êtres humains. Et si certains jouissent du droit à la nourriture pourquoi pas ne serait-ce pas le cas pour tout le monde?

Quels types de mesures faudrait-il adopter selon vous pour une meilleure réalisation des engagements pris par les pays pour éradiquer la faim et la malnutrition? Quel rôle pourrait jouer éventuellement à cet égard une campagne de sensibilisation?

Comme je l'ai souligné plus haut, les tâches suivantes devraient, dans un contexte défavorable, consister à mettre en oeuvre des actions concrètes coordonnées par toutes les parties prenantes concernées.

Les campagnes de sensibilisation pour combattre la faim devrait avoir de multiples approches afin de couvrir de nombreux éléments. Elles devraient:

- répondre à la nécessité d'une nouvelle révolution verte;
- favoriser l'emploi de méthodes de production d'agriculture durable;
- compter sur un soutien financier adéquat et suffisant, pour le développement agricole et rural, ainsi que des ressources pour le développement périurbain et urbain;
- développer la commercialisation et les modèles de consommation soutenables (y compris réparer les dégâts provoqués par la culture du «gaspillage» de certaines sociétés);
- s'appuyer sur des règles commerciales justes;
- donner de l'importance à une nutrition adéquate (y compris les pathologies liées à la nutrition comme l'obésité ou la malnutrition).

Toutes les campagnes de sensibilisation devraient concorder en ce sens.

Quel type de document cadre envisageriez vous d'adopter pour permettre aux gouvernement de rendre compte des résultats obtenus dans ce domaine? Quels éléments ce document cadre devrait – il comprendre?

L'action gouvernementale doit être entreprise à de multiples niveaux. J'ai déjà mentionné ceci, en partie, auparavant.

De toute façon, l'action gouvernementale doit être la force motrice principale: l'Etat est obligé, n'ont pas d'interférer, mais de dynamiser et de promouvoir les différents efforts individuels en améliorant la coordination et la cohérence des actions accomplies par tous les acteurs concernés.

Une fois de plus, je cite un autre exemple du travail de Norman Borlaug dont il faudrait s'inspirer: il faudrait un nouveau programme «*Chapingo*», à savoir un programme gouvernemental conduit par une institution académique et soutenu par une fondation. L'objectif de ce programme serait de permettre aux cerveaux les plus brillants de produire et partager des connaissances dans le but de libérer les pauvres de la pauvreté et d'assurer la sécurité alimentaire à des millions de personnes.

Si un tel programme était réalisable dans les années 60, pourquoi ne pas le répliquer au 21^{ème} siècle, afin d'obtenir de meilleurs résultats favorisés par l'utilisation des avancées technologiques considérables depuis cette date?

Un aspect crucial est que les secteurs urbains et les périphéries urbaines devraient recevoir plus d'attention et de services liés à la production alimentaire. Pour la première fois dans l'histoire, il y a actuellement plus de personnes vivant en zones urbaines que rurales.

Je ne m'attends pas à ce que la production alimentaire dans des secteurs urbains et périurbains soit suffisante pour satisfaire la demande croissante de nourriture. Cependant, la promotion de ce type d'agriculture induit d'autres avantages indépendamment de la seule production alimentaire, comme: la réhabilitation de zones urbaines; des mesures pour contrecarrer les effets de la pollution de l'air, de la terre et des nappes phréatiques; la lutte contre la faim et la marginalisation; la réduction de l'impact des catastrophes naturelles; l'adaptation d'activité d'agricole, surtout parmi les enfants et les jeunes; l'éducation sur l'importance de l'alimentation et d'une nutrition adaptée (parmi beaucoup d'autres bénéfiques).

Toutes les parties prenantes impliquées dans la promotion du droit à la nourriture et dans la lutte contre la faim et la malnutrition, à commencer par l'Alliance internationale contre la faim, ont un gros travail à faire devant eux, afin de renforcer la sensibilisation et la mobilisation. L'Alliance, en particulier, doit pouvoir faire participer tous les acteurs afin de s'assurer que toutes les dimensions de la lutte contre la faim soient correctement appréhendées.